

REFERENCE: SCA/2/17 (30)

Le Président du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés présente ses compliments aux représentants permanents des États Membres et aux observateurs permanents des États non membres auprès de l'Organisation des Nations Unies et souhaite les informer de ce qui suit:

Le **12 septembre 2017** l'entrée ci-après a été radiée de la Liste des personnes et entités visées par les sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida. Les mesures de gel des avoirs, d'interdiction de voyager et d'embargo sur les armes énoncées au paragraphe 1 de la résolution 2368 (2017) du Conseil de sécurité et adoptées en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies ne s'appliquent donc plus à cette entrée.

**A. Personne**

**QDi.109 Nom:** 1: ZULKIFLI 2: ABDUL HIR 3: n.d. 4: n.d.

**Titre:** n.d. **Désignation:** n.d. **Date de naissance:** a) 5 janv. 1966 b) 5 oct. 1966 **Lieu de naissance:** Muar Johor, Malaisie **Pseudonyme fiable:** a) Musa Abdul Hir b) Muslimin Abdulmotalib c) Salim Alombra d) Armand Escalante e) Normina Hashim f) Henri Lawi g) Hendri Lawi h) Norhana Mohamad i) Omar Salem j) Ahmad Shobirin k) Bin Abdul Hir Zulkifli **Pseudonyme peu fiable:** a) Abdulhir Bin Hir b) Hassan c) Hogalu d) Hugalul e) Lagu f) Marwan (prénom sous lequel il est connu) **Nationalité:** Malaisie **Numéro de passeport:** A 11263265 **Numéro national d'identification:** a) 660105-01-5297 b) Permis de conduire D2161572, délivré à California, USA **Adresse:** a) Seksyen 17, Shah Alam, Selangor, Malaisie (périmée) b) Maguindanao, Philippines (à partir de janvier 2015) **Date d'inscription:** 9 sept. 2003 ( modifications 6 août 2015 ) **Renseignements divers:** le Tribunal du District Nord de California (États-Unis d'Amérique) a lancé un mandat d'arrêt contre lui le 1er août 2007. Vit en liberté quelque part au sud des Philippines. Nom de la mère: Minah Binto Aogist Abd Aziz. La révision prévue par la résolution 1822 (2008) du Conseil de sécurité a été achevée le 19 juin 2009. la Notice spéciale INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies site web: <https://www.interpol.int/en/notice/search/un/5950642> [click here](#)

Les noms des personnes et entités radiées de la Liste des sanctions contre l'EIIL (Daech) et Al-Qaida en application d'une décision du Comité sont publiés à la

rubrique “Communiqués de presse” du site web du Comité:

<https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1267/press-releases>

Pour obtenir une version actualisée de la Liste des individus et entités associés à l’EIL (Daech) et Al-Qaida, faisant l’objet des sanctions, les États Membres sont encouragés à consulter régulièrement le site web à l’adresse suivante :

[https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1267/aq\\_sanctions\\_list](https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/1267/aq_sanctions_list). Cette Liste est disponible en format HTML, PDF et XML et est actualisée régulièrement compte tenu des informations communiquées par les États Membres et les organisations internationales et régionales.

La Liste récapitulative du Conseil de sécurité des Nations Unies est mise à jour suivant toutes les modifications apportées à la Liste des sanctions contre l’EIL (Daech) et Al-Qaida. Une version mise à jour de la Liste récapitulative est disponible à l’adresse suivante : <https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/un-sc-consolidated-list>.

Conformément au paragraphe 19 de la résolution 1526 (2004), le Secrétariat envoie automatiquement les mises à jour de la liste relative aux sanctions contre l’EIL (Daech) et Al-Qaida aux États, organisations régionales et sous-régionales par courriel peu après les avoir affichées sur le site web du Comité. Les États Membres sont invités à communiquer toute information nouvelle ou actualisée à ce sujet au Secrétariat par courriel à l’adresse suivante : [SC-1267-Committee@un.org](mailto:SC-1267-Committee@un.org) ou télécopie : (+1) 212 963 1300/ (+1) 212-963-3778. Le Comité encourage tous les États à permettre de procéder aux mises à jour à partir d’un courriel, image d’écran ou affichage sur un site web.

Le 12 septembre 2017